

Audience publique du 28 mars 2007

=====

Requête en sursis à exécution introduite par
XXX, établissement public,
contre une décision du directeur des Contributions
en matière d'imposition de produits de XXX

ORDONNANCE

Vu la requête déposée le 22 février 2007 au greffe du tribunal administratif par Maître André ELVINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'établissement public XXX, également désigné comme XXX, représenté par son conseil d'administration actuellement en fonctions, établi et ayant son siège à XXX, tendant au sursis à exécution d'une décision du directeur des Contributions du 22 décembre 2006 (XXX) par laquelle celui-ci portait à sa connaissance qu'à partir du 1^{er} janvier 2007, XXX serait redevable de la taxe spéciale dénommée «XXX» sur les produits «XXX» et «XXX» ainsi que sur les produits dits de XXX, selon les modalités de calcul et de prélèvement fixées par la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le XXX et invitait XXX à introduire des déclarations mensuelles individuelles pour chaque produit, un recours au fond dirigé contre ladite décision, inscrit sous le numéro du rôle 22577 ayant été introduit le même jour;

Vu l'article 11 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment la décision critiquée;

Maître André ELVINGER et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN entendus en leurs plaidoiries respectives.

Le 22 décembre 2006, le directeur des l'administration des Contributions directes adressa à l'établissement public XXX, également désigné comme XXX, un courrier dans lequel il porta à sa connaissance qu'à partir du 1^{er} janvier 2007, XXX, organisée par ladite institution, serait redevable de la taxe spéciale dénommée «XXX» sur les produits «XXX» et «XXX» ainsi que sur les autres produits dits de XXX, selon les modalités de

calcul et de prélèvement fixés par la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le XXX. Il ajouta qu'afin de pouvoir contrôler et surveiller la fixation et la perception de ladite taxe, XXX devrait introduire des déclarations mensuelles individuelles pour chaque produit.

Par requête déposée le 22 février 2007, inscrite sous le numéro 22577 du rôle, la XXX a introduit un recours contentieux à l'encontre de la décision directoriale du 22 décembre 2006 dans lequel elle demande au tribunal administratif de déclarer que le directeur des Contributions était incompétent pour prendre ladite décision, sinon de l'annuler, et de dire que les jeux organisés par la XXX pour la XXX ne sont pas assujettis à la taxe spéciale dénommée «XXX» et par requête du même jour, inscrite sous le numéro 22578 du rôle, elle a introduit une demande tendant à ordonner le sursis à exécution de la décision en question.

Le délégué du gouvernement estime que les conditions légales pour l'obtention d'un sursis à exécution sont remplies. D'une part, du seul fait du paiement des sommes réclamées et en cas de gain de cause devant le juge du fond, le contribuable subirait un préjudice en raison de ce que les sommes perçues à tort par l'administration des Contributions seraient remboursées sans intérêts et, d'autre part, les moyens exposés dans le recours au fond seraient assez sérieux pour rendre un succès du recours sinon probable, du moins raisonnablement possible.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que tout paiement d'impôts cause au contribuable un préjudice en ce qu'il amoindrit son patrimoine, sans pour autant nécessairement constituer un préjudice au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999, précitée. S'il est encore vrai qu'un tel paiement de sommes qui se révéleraient ultérieurement non dues risque de causer au contribuable un préjudice définitif en ce que les sommes que l'administration des Contributions serait amenée à rembourser ne portent pas intérêts, le caractère grave d'un tel préjudice n'est pas automatiquement donné. Un tel caractère grave n'est donné que pour autant que le paiement de la somme due ou réclamée risque de perturber sinon de manière irrémédiable, du moins profondément la situation financière du contribuable de telle sorte que, même en cas de gain de cause devant le juge du fond et de restitution des sommes payées indûment, cette situation ne peut être rétablie que difficilement.

En l'espèce, la XXX a fait expliquer de manière plausible que le calcul de la taxe tel qu'envisagé par l'administration des Contributions risque de prendre des proportions telles qu'en vertu des montants en jeu et du risque de l'interruption, même temporaire, des actions XXX la XXX, le caractère grave du préjudice risqué est donné.

D'autre part, de l'accord du délégué du gouvernement, les moyens invoqués au fond, à savoir celui tenant à la compétence du directeur des Contributions pour prendre la décision incriminée, la demanderesse estimant que ledit directeur n'a pas de compétence directe en matière d'imposition, domaine réservé au service d'imposition de son administration, ainsi que celui de la mauvaise application des textes régissant la matière, et en particulier la violation du principe d'interprétation stricte de la loi fiscale, apparaissent comme suffisamment sérieux pour ne pas écarter d'ores et déjà l'éventualité d'un succès de la demande.

Les conditions légales pour l'octroi d'un sursis à exécution étant remplies, il y a lieu de faire droit à la demande.

Par ces motifs,

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

reçoit le recours en sursis à exécution en la forme,

au fond le déclare justifié,

partant dit qu'en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur le mérite du recours introduit sous le numéro du rôle 22577 contre la décision du directeur des Contributions du 22 décembre 2006 (XXX) concernant l'imposition de certains produits de XXX de la XXX, il sera sursis à l'exécution de ladite décision,

réserve les frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 28 mars 2007 par M. Ravarani, président du tribunal administratif, en présence de M. Rassel, greffier.

s. Rassel

s. Ravarani